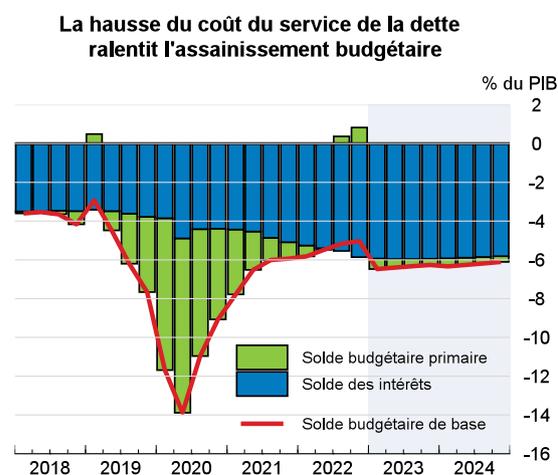
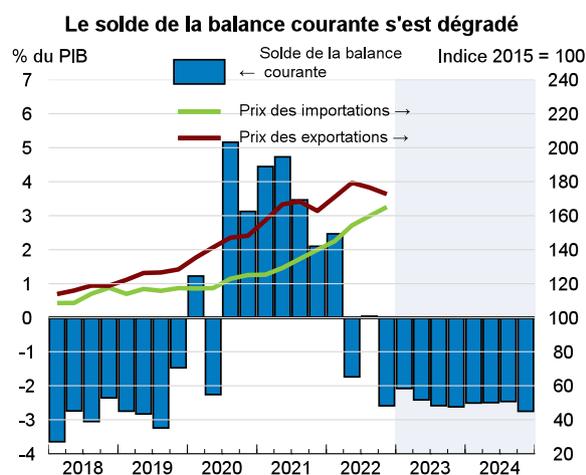


Afrique du Sud

Selon les projections, la croissance du PIB devrait refluer à 0,3 % en 2023, avant de remonter à 1 % en 2024. L'investissement deviendra un moteur essentiel de la croissance, la crise énergétique imposant d'augmenter la capacité de production d'électricité. La hausse des taux d'intérêt et de l'inflation freine la consommation, tandis que les pannes d'électricité et l'essoufflement de la croissance mondiale pèsent sur les exportations. L'investissement dynamisera les importations et, conjugué à la dégradation des termes de l'échange, creusera le déficit de la balance courante. L'inflation réagira lentement au durcissement de la politique monétaire, sachant que des risques notables entourent le rythme de son recul.

La crise énergétique ralentira le rythme de l'assainissement des finances publiques puisque les aides publiques indispensables au secteur se traduiront par un surcroît de dépenses. La baisse des prix des matières premières et le ralentissement de la croissance réduiront les recettes. Un élargissement de la base de l'impôt sur le revenu et une augmentation des impôts sur le patrimoine et des taxes environnementales permettront de compenser cette diminution et d'améliorer l'équité. Il faudrait que le cap de la politique monétaire soit maintenu pour faire baisser l'inflation. La restructuration en cours sur le marché de l'électricité devrait servir à améliorer la qualité des infrastructures énergétiques et à diversifier les sources d'énergie, ce qui renforcerait la productivité et la résilience.

Afrique du Sud



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113 ; Banque de réserve sud-africaine (South African Reserve Bank) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/auhx>

Afrique du Sud : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Afrique du Sud						
PIB aux prix du marché	5 613.7	-6.3	4.9	2.0	0.3	1.0
Consommation privée	3 588.9	-5.9	5.6	2.6	1.2	1.5
Consommation publique	1 104.5	0.8	0.6	0.9	0.1	1.1
Formation brute de capital fixe	865.5	-14.6	0.2	4.7	3.4	5.6
Demande intérieure finale	5 558.9	-5.9	3.8	2.6	1.3	2.0
Variation des stocks ¹	24.5	-1.8	0.9	1.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	5 583.3	-8.0	4.8	3.8	1.3	1.9
Exportations de biens et services	1 532.4	-11.9	10.0	7.5	-1.4	1.9
Importations de biens et services	1 502.1	-17.4	9.5	14.2	2.0	5.2
Exportations nettes ¹	30.3	1.8	0.1	-1.7	-1.0	-1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.7	6.2	5.1	3.8	3.6
Indice des prix à la consommation	—	3.3	4.6	6.9	6.0	4.7
IPC sous-jacent ²	—	3.4	3.1	4.6	5.3	4.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-11.3	-6.6	-5.4	-6.4	-6.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.0	3.7	-0.5	-2.4	-2.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113.

StatLink  <https://stat.link/w08etr>

Les perspectives continuent de se dégrader

Le PIB a diminué de 1.3 % au quatrième trimestre de 2022, sachant que les exportations ont reculé de 4.8 %, freinées par des coupures d'électricité chroniques et par les difficultés persistantes liées au transport ferroviaire de marchandises, telles que des déraillements fréquents, une pénurie de locomotives et le vol de câbles. Les termes de l'échange se sont dégradés en raison de la baisse des prix à l'exportation et de la hausse des prix à l'importation. L'emploi reste inférieur au niveau antérieur à la pandémie et la rémunération totale réelle a chuté de 2.6 % en glissement annuel en décembre 2022, ce qui a atténué les craintes antérieures à l'égard d'une accentuation des tensions salariales. Cependant, l'inflation annuelle globale et l'inflation annuelle sous-jacente se sont hissées respectivement à 6.8 % et 5.3 % en avril, essentiellement sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires et des services.

Des coupures d'électricité ont lieu presque tous les jours depuis septembre, et les pannes durent souvent entre 4 et 8 heures par jour. L'état de catastrophe nationale a été décrété de février à avril. Les perturbations des approvisionnements pèsent fortement sur les exportations et sur la balance courante, qui a enregistré un déficit de 2.6 % du PIB au quatrième trimestre de 2022. Les importants besoins de financement extérieur du pays augmentent son exposition à une hausse des coûts de financement et à la volatilité potentielle des marchés financiers mondiaux.

Le ralentissement de l'assainissement budgétaire accentue les pressions sur la politique monétaire

Le budget de l'État prévoit une réduction du déficit budgétaire de base, qui devrait atteindre 3.9 % au cours de l'exercice 2023-24. Toutefois, une partie des mesures de soutien annoncées au profit d'Eskom – la

compagnie nationale d'électricité qui détient le monopole –, pour un montant équivalent à 2.5 % du PIB, n'a pas été incluse dans ce budget. En outre, la baisse des prix des matières premières et le ralentissement de la croissance réduiront les recettes fiscales pendant l'exercice budgétaire en cours, tandis que la montée des pressions politiques en faveur d'un soutien au revenu plus pérenne via l'aide spéciale accordée aux plus vulnérables (*Social Relief of Distress*) et d'une revalorisation des salaires dans la fonction publique est susceptible d'accroître les dépenses. Le rythme de l'assainissement des finances publiques plus lent que prévu dans le budget accentuera les tensions inflationnistes et les facteurs de vulnérabilité financière, ce qui pèsera davantage sur la politique monétaire. La banque centrale a relevé le taux directeur, le portant à 8.25 % en mai, et devrait le maintenir à ce niveau jusqu'à la mi-2024, au moment où l'inflation devrait commencer à reculer lentement.

Une crise énergétique sans précédent freine la croissance et alimente l'inflation

Les coupures d'électricité régulières perdureront en 2023 et pèseront sur les exportations. La forte inflation et les conditions financières restrictives limiteront les dépenses des ménages. Après un passage à vide en 2023, l'investissement privé, notamment dans la production d'électricité, deviendra le principal moteur de la croissance en 2024. Cela devrait réduire la fréquence des coupures d'électricité et desserrer les freins à la croissance d'ici à la fin de 2024. La progression de l'investissement entraînera une hausse des importations, ce qui, parallèlement à une dégradation des termes de l'échange et aux perturbations des approvisionnements affectant les exportations, pèsera sur la balance courante. Les coupures d'électricité généralisées continueront à exercer des tensions sur un large éventail de prix, malgré une croissance fragile. L'inflation devrait rester supérieure au point médian de la fourchette, à savoir 4.5 %, en 2023, mais revenir en 2024 dans la fourchette retenue comme objectif de 3-6 %, à mesure que les effets retardés de la politique monétaire se feront sentir. Le récent affaiblissement de la monnaie laisse entrevoir des risques de poussée d'inflation. Les coupures d'électricité et le repli de l'activité des PME pourraient créer des facteurs de vulnérabilité dans le secteur des entreprises, ce qui fragiliserait les banques sud-africaines. À l'inverse, un surcroît d'investissements dans la production d'électricité pourrait alléger les contraintes affectant l'offre plus rapidement que prévu.

Renforcer la concurrence dans les industries de réseau améliorerait le niveau de vie

Il faudrait s'attacher en priorité à réduire les goulets d'étranglement au niveau de l'offre en investissant dans le secteur de l'électricité. Un allègement de la charge imposée par la réglementation et un abaissement des obstacles à l'entrée dans les industries de réseau, notamment le ferroviaire et l'énergie, sont deux mesures qui accroîtraient l'offre, stimuleraient la concurrence, dynamiseraient l'investissement privé dans des infrastructures de qualité, amélioreraient la qualité des services et feraient baisser les prix à la consommation. Outre l'incidence positive sur la productivité et la croissance, une baisse des prix dans les industries de réseau profiterait le plus aux ménages à faible revenu, en contribuant à réduire les inégalités et la pauvreté. Limiter les pannes d'électricité renforcerait aussi la protection et la sécurité des femmes, en encourageant davantage l'activité féminine et en contribuant à réduire l'ampleur des violences fondées sur le genre. Un meilleur accès aux structures d'accueil des jeunes enfants améliorerait les perspectives économiques des femmes.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1

A long unwinding road

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/ce188438-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1 : A long unwinding road*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/148d57ca-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.